



Envoi par courriel : nicolas.juneau@mddep.gouv.qc.ca

Le 19 octobre 2007

M. Nicolas Juneau
Division de la mise en valeur
Service des matières résiduelles
Direction des politiques en milieu terrestre
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Objet : Première réaction du CQCD – Commentaires préliminaires concernant le document de travail portant sur le projet de règlement cadre et ses annexes sur la responsabilité élargie des producteurs (REP)

Monsieur Juneau,

Tel que convenu avec votre ministère, notamment lors de la réunion de notre Comité environnement tenue à nos bureaux le 9 octobre dernier, le CQCD a pris connaissance du document de travail remis et présenté sur place concernant le sujet mentionné en titre et désire, par la présente, vous faire part des quelques commentaires qui suivent.

Mais tout d'abord, nous tenons à vous remercier de l'opportunité que vous nous avez offerte de pouvoir participer à votre préconsultation sur invitation.

Ce dossier représente un enjeu majeur pour notre secteur. En effet, considérés à bien des égards comme étant des « producteurs » de biens de consommation, les détaillants seront visés de plein fouet par ce projet de règlement. Évidemment, les détaillants qui mettent sur le marché un plus grand éventail de produits seront davantage visés.

Le CQCD souhaite donc s'associer entièrement à la démarche actuellement entreprise par votre ministère et contribuer au meilleur de sa capacité à la définition d'un encadrement réglementaire permettant d'assurer à la fois une gestion durable et responsable des matières résiduelles tout en tenant compte de la réalité des entreprises.

PRÉAMBULE

L'adoption de lois et règlements visant l'implantation de programmes de responsabilité élargie des producteurs (REP) s'est accrue rapidement au Canada au cours des six dernières années. Les détaillants sont actuellement impliqués dans plus de 30 programmes de ce genre et d'autres sont à venir. Cette situation a incité le CQCD à entamer une réflexion en profondeur en 2003, relativement au rôle que souhaitent exercer les détaillants dans ce domaine, ainsi que la responsabilité qui incombe au secteur.

Voici les grands principes qui ont été mis de l'avant par le CQCD, suite à cette réflexion :

- l'application de la responsabilité élargie des producteurs, telle que définie dans la Politique québécoise sur la gestion des matières résiduelles 1998-2008;
- la mise en place de programmes simples et efficaces de récupération et de valorisation des produits post-consommation;
- l'équité entre les producteurs;
- l'harmonisation des programmes à travers le Canada;
- la sensibilisation et l'éducation du consommateur, notamment via la transparence des frais reliés aux programmes.

Par ailleurs, les détaillants estiment que la gestion des programmes à être mis en place, incluant le choix des moyens utilisés pour l'atteinte des objectifs visés, ainsi que leur mode de financement, doit revenir aux producteurs concernés par la responsabilité de ces produits.

De plus, ils favorisent une responsabilité partagée entre les intervenants impliqués (concepteurs, fabricants, détaillants, consommateurs, gouvernement, municipalités, etc.).

Concernant la récupération des produits (retour au détaillant)

Les détaillants considèrent que leur rôle consiste à vendre des produits et non à agir comme récupérateurs. En conséquence, ils désapprouvent toute contrainte législative ou réglementaire qui a pour effet d'obliger que les produits en fin de vie soient retournés dans les commerces de détail, sauf sur une base volontaire.

Concernant les frais environnementaux

Ils sont d'avis que la transparence des frais environnementaux liés aux programmes fournit une bonne occasion de sensibiliser les consommateurs à une meilleure gestion environnementale des produits et, par le fait même, les inciter à y participer. C'est pourquoi ils considèrent qu'il est impératif que les détaillants aient le pouvoir et la flexibilité nécessaires leur permettant de rendre ces frais visibles aux consommateurs.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

D'entrée de jeu, spécifions que le CQCD appuie l'initiative du MDDEP de procéder à l'adoption d'un règlement cadre sur la responsabilité élargie des producteurs. Celle-ci répond en partie aux attentes exprimées à maintes reprises par le CQCD d'éviter la multiplication de règlements selon les catégories de produits de consommation.

Équité entre les producteurs

Le CQCD estime qu'un seul et unique encadrement pour toutes les catégories de produits de consommation a pour avantage d'assurer une cohérence et une simplification des règles pour l'ensemble des producteurs. Qui plus est, il favorise l'équité dans le traitement entre les producteurs des diverses catégories de produits ce qui, à notre avis, est primordial.

Ce principe d'équité doit également s'appliquer entre les producteurs d'une même catégorie de produits. Il doit se refléter dans toutes les mesures imposées par le règlement cadre et chacune des annexes, de manière à ce que l'ensemble des producteurs soient traités équitablement, peu importe qu'ils décident d'adhérer à un organisme agréé ou qu'ils décident d'implanter leur propre programme.

À titre d'exemple, l'expérience acquise dans le domaine des huiles avec la présence d'un organisme agréé (SOGHU) et de 4 programmes indépendants semble démontrer que l'application de la réglementation n'est pas la même, notamment en ce qui a trait aux suivis, analyses et évaluations. Certains prétendent que cette situation provient du fait que l'organisme agréé relève de Recyc-Québec alors que les 4 programmes indépendants relèvent du MDDEP.

Il est clair qu'une telle situation, qui entraîne un traitement inéquitable entre les producteurs d'une même catégorie de produits, doit être à tout prix évitée.

Allègement réglementaire et administratif

Le CQCD considère qu'un règlement cadre aura pour effet de respecter la politique gouvernementale québécoise visant à alléger le fardeau réglementaire et administratif imposé aux entreprises québécoises.

Ce même raisonnement doit toutefois, quant à nous, s'appliquer aux annexes. Le CQCD souhaite en effet dès à présent mettre en garde le MDDEP face à l'adoption éventuelle d'une multitude d'annexes. Chaque nouvelle annexe correspondant à une nouvelle catégorie de produits visés encourage la création de nouveaux organismes agréés. Trop d'organismes pourraient avoir pour effet d'alourdir inutilement la tâche sans oublier leurs frais de gestion, autant pour les producteurs de ces produits que pour Recyc-Québec, responsable de la coordination des programmes et pour le MDDEP, responsable du suivi réglementaire, sans oublier les consommateurs qui devront composer avec plusieurs programmes de récupération différents.

À titre d'exemple, le document de travail propose l'adoption d'une annexe spécifique sur les piles portables et d'une annexe spécifique sur les lampes au mercure. Nous nous interrogeons sérieusement sur la pertinence d'adopter de telles annexes. Pourquoi les piles ne pourraient-elles pas faire partie d'une plus grande catégorie de produits, tels que les produits électroniques ou encore les résidus domestiques dangereux? Même chose pour les lampes au mercure, pourquoi ne sont-elles pas intégrées à une catégorie sur les résidus domestiques dangereux? D'ailleurs, la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles réfère à de grandes catégories de produits. De plus, soulignons qu'en Ontario ces deux produits font partie de la même catégorie portant sur les résidus domestiques dangereux (RDD).

Nous comprenons qu'étant donné leur degré de dangerosité, le MDDEP soit tenté de vouloir créer rapidement une annexe sur les piles et une annexe sur les lampes au mercure. Toutefois, à notre avis, il y a lieu de se questionner sérieusement sur la pertinence de réunir ces produits au sein d'une plus grande catégorie de produits.

À cet égard, nous recommandons au MDDEP d'être vigilant et de consulter au préalable les principaux acteurs visés par une catégorie de biens avant de procéder à l'adoption de toute nouvelle annexe.

Ajoutons que la politique gouvernementale en matière d'allègement sous-entend également la diminution de la paperasserie à être imposée aux entreprises. Il est évident que la multiplication d'annexes aura un effet contraire.

Harmonisation pancanadienne

Le CQCD estime que l'harmonisation de l'approche au Québec avec celle des autres provinces pour une même catégorie de produits est porteuse de succès. Le dossier des huiles et le vécu acquis jusqu'à maintenant par la SOGHU en est un parfait exemple. Non seulement permet-elle aux entreprises présentes à travers le Canada d'adhérer et de s'y retrouver plus facilement à l'intérieur des programmes mais, elle leur permet également d'être plus efficaces.

Responsabilité partagée (acétate 5)

Le MDDEP précise dans son document de travail que l'une des caractéristiques de la REP consiste en « un transfert en amont de la responsabilité matérielle ou économique, totale ou partielle, des municipalités vers les producteurs ».

Bien que les producteurs doivent assumer une grande partie de la responsabilité des effets environnementaux de leurs produits tout au long du cycle de vie, il n'en demeure pas moins qu'une autre partie de cette responsabilité appartient également à d'autres intervenants. La REP sous-entend plutôt une responsabilité partagée.

Soulignons notamment l'exemple de Régime de compensation de la collecte sélective dont la responsabilité financière est partagée à 50 % entre les producteurs et 50 % les municipalités.

Rôle des producteurs dans la gestion des programmes (acétate 6)

Le CQCD retient que l'un des principaux avantages dont bénéficient les producteurs est le choix des moyens, le choix des partenaires et la souplesse et l'adaptabilité des programmes. Par conséquent, nous nous attendons à ce qu'ils bénéficient d'une marge de manœuvre importante leur permettant d'atteindre les objectifs gouvernementaux qui leur sont fixés. Ainsi, toute mesure ou contrainte qui leur serait imposée par le gouvernement, notamment au chapitre des moyens, serait jugée non acceptable par le CQCD.

COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES CONCERNANT LE TRONC COMMUN

De manière générale, le CQCD estime que le MDDEP est parfois trop exigeant ou va simplement trop loin dans ses obligations décrites dans la partie du tronc commun. C'est notamment le cas concernant la détermination des points de collecte et l'établissement d'incitatif à la performance, que nous abordons plus loin.

Définition de « producteur » (acétates 13 et 14)

Le CQCD est en accord avec la définition proposée par le MDDEP pour le terme « producteur ». À notre connaissance cette définition correspond actuellement à celle retenue dans l'ensemble des règlements de REP adoptés au Québec et dans les autres provinces canadiennes. Par souci de cohérence, de simplification et d'harmonisation canadienne, il nous apparaît essentiel que la définition du terme producteur soit identique.

Ajoutons que le CQCD appuie la proposition du MDDEP de préciser dans le règlement cadre « qu'un regroupement de premiers fournisseurs d'une même marque puisse être considéré comme un producteur unique ». Cette précision viendra, quant à nous, clarifier et surtout valider une situation susceptible de survenir à nouveau.

D'après les informations fournies par le MDDEP lors de notre rencontre, nous comprenons que ce dernier est ouvert et intéressé à intervenir directement auprès des manufacturiers de produits visés. Doit-on en déduire que le MDDEP permettra à des manufacturiers de produits spécifiques situés à l'extérieur du Québec d'agir comme producteurs volontaires (« Voluntary Stewards ») et d'assumer en conséquence la responsabilité en lieu et place du premier fournisseur de ces produits au Québec, lequel est souvent un détaillant ? Ce genre d'entente est actuellement possible en vertu des programmes existants au Québec et facilite la tâche autant pour le premier importateur que pour l'organisme agréé qui doit intervenir avec moins de producteurs. Ainsi, n'y aurait-il pas lieu que cette possibilité puisse être concrétisée dans le projet de règlement cadre ?

Choix des producteurs et produits similaires (acétates 11, 15 et 17)

Le projet de règlement cadre s'adresse à chaque producteur d'un produit désigné visé. Il offre à ce dernier le choix d'élaborer, de financer, de mettre en place et d'opérer seul ou par l'entremise d'un tiers (organisme agréé par Recyc-Québec), un programme de récupération et de mise en valeur des produits désignés rebutés, similaires, à ceux qu'il met en marché au Québec.

Le CQCD est tout à fait en accord avec le principe voulant que chaque producteur puisse exercer un tel choix. La réglementation doit être d'ailleurs suffisamment flexible pour leur permettre d'implanter leur propre programme.

Toutefois, tel que présenté, les producteurs ne semblent pas vraiment avoir ce choix. En effet, la lourdeur et la complexité des informations et rapports à transmettre au gouvernement ainsi que l'exigence envers tout producteur de reprendre tout produit similaire à ceux qu'il met en marché, même s'il ne s'agit pas de ses produits, décourage et rend presque impossible la mise en place d'un programme par un seul producteur.

Le CQCD souhaite également réitérer l'importance d'harmoniser les programmes à l'échelle canadienne et, dans la mesure du possible, la désignation de la liste des produits visés par ces différents programmes.

Il suggère également au MDDEP de mieux circonscrire la notion de « produits similaires », car il semble qu'elle ne soit pas toujours interprétée et comprise de la même façon par tous.

Provenance du produit (acétates 19 et 21)

Le MDDEP propose qu'un programme permette à tout générateur un accès gratuit aux points de collecte, sans égard à sa provenance au Québec et sans discrimination selon que le produit rebuté provienne du secteur résidentiel / municipal / ou industriel / commercial / institutionnel.

Cette proposition s'avère inacceptable et nous croyons qu'elle mérite d'être davantage analysée.

Prenons le cas où un détaillant souhaiterait implanter son propre programme, pourquoi devrait-il récupérer les produits similaires provenant des ICI alors qu'il n'a aucune clientèle provenant de ce secteur, alors que tout producteur qui met en marché un produit désigné uniquement auprès d'une clientèle ICI n'est pas tenu de mettre en place de points de collecte accessibles à tous les générateurs de produits assimilables, incluant ceux de la clientèle résidentielle.

Il est clair que certains points de collecte deviendront des « dépotoirs » pour certains ICI qui voudront se débarrasser de leurs produits électroniques.

Points de collecte (acétate 20)

Tel que mentionné à plusieurs reprises auprès du MDDEP, les détaillants désapprouvent toute contrainte législative ou réglementaire qui a pour effet d'obliger que les produits en fin de vie soient retournés dans les commerces au détail, sauf sur une base volontaire. Nous sommes donc heureux de constater que le MDDEP ne prévoit pas, dans son projet de règlement cadre, d'obligation envers les détaillants de devenir des points de collecte.

En ce qui a trait aux exigences entourant les options et les types de point de collecte, nous estimons qu'elles vont beaucoup trop loin. De plus, la détermination des points de collecte basée sur la distance ou la densité de la population n'est pas nécessairement favorable à l'efficacité des programmes.

À notre avis, le gouvernement n'a pas à s'immiscer dans la détermination du choix des moyens. Il n'a qu'à fixer les résultats à atteindre et les producteurs prendront les meilleurs moyens mis à leur disposition pour les atteindre. D'ailleurs, les points de collecte sont susceptibles de varier en fonction du type de produits, des spécificités régionales et des données relatives au volume des produits collectés. Il est donc essentiel que les producteurs puissent bénéficier d'une marge de manœuvre nécessaire.

Soulignons toutefois que nous sommes évidemment en accord avec le fait que l'ensemble des territoires où les produits sont mis en marché soient desservis.

Internalisation des coûts et coûts intégrés ou invisibles (acétate 23)

Le MDDEP propose d'enchâsser dans le règlement cadre une disposition obligeant que « les coûts associés à un type de produit soient internalisés dans le prix de vente du produit et intégrés au niveau de l'affichage des prix en magasin et sur la facture-client ».

Le MDDEP prétend qu'une telle disposition s'avère nécessaire afin, d'une part, de répondre au principe d'internalisation retenu dans la Loi sur le développement durable adoptée par le gouvernement du Québec en 2006 et, d'autre part, d'éviter de la confusion de la part des consommateurs face aux divers programmes de récupération de produits à venir.

Tel que mentionné à plusieurs reprises, notamment lors de notre intervention en commission parlementaire en décembre 2005 sur le Projet de loi 118 sur le développement durable, le CQCD s'oppose fermement à cette proposition car il est convaincu qu'elle serait néfaste, autant pour les détaillants que pour la société québécoise en général.

Les principaux arguments invoqués par le CQCD contre une telle disposition sont les suivants :

- La Loi sur le développement durable n'impose pas au gouvernement de retenir l'ensemble des 16 principes qui y sont décrits, dont celui de l'internalisation des coûts. Elle précise simplement que le gouvernement doit prendre en compte ces principes au moment de l'adoption de nouvelles lois, règlements, politiques ou programmes gouvernementaux. Ajoutons que l'argument invoqué par le MDDEP à l'effet qu'une telle disposition s'avère nécessaire pour respecter la Loi sur le développement durable n'est pas fondé car la stratégie gouvernementale qui doit découler de la Loi n'est pas encore adoptée.
- L'interdiction d'afficher les frais irait à l'encontre de l'harmonisation des programmes à travers le Canada visant les mêmes produits de consommation. Présentement, le Québec est en effet la seule province canadienne à interdire aux détaillants le droit à la transparence des frais environnementaux dans le cadre de ses programmes. D'autre part, l'internalisation est un principe qui ne peut interdire la notion et le droit à la transparence ni à la diffusion des coûts reliés aux programmes.
- Elle priverait tous les programmes québécois de récupération et de valorisation de pouvoir recourir à un outil efficace de sensibilisation et d'éducation nécessaires des consommateurs. Les détaillants estiment que le fait de permettre aux consommateurs de connaître le coût réel des biens qu'ils consomment leur permettra non seulement de faire des choix plus judicieux, mais également d'être plus conscients et encouragés à participer aux programmes. Le CQCD considère que le manque d'informations dont disposeront les consommateurs affectera leur participation aux programmes et, indirectement, le taux de succès de ceux-ci. Il y a donc lieu de craindre que les objectifs visés par la politique québécoise seront nettement plus difficiles à atteindre.
- La notion de coûts invisibles va à l'encontre de la philosophie même de Loi sur la protection du consommateur.

- Elle engendrerait des répercussions financières et administratives importantes sur les activités et pratiques commerciales des détaillants, telles que :
 - Les détaillants qui louent leur local paieront un loyer plus élevé car le loyer est calculé en fonction du chiffre d'affaires brut; celui-ci augmentera à cause de l'augmentation des prix pour payer les coûts du programme de récupération. Cette question préoccupe tous les détaillants, particulièrement les petits commerçants locaux.
 - Les frais de publicité augmenteront, car les détaillants nationaux ou régionaux devront produire des imprimés distincts à cause des prix qui varient selon la province.
 - Certains détaillants nationaux et régionaux ont des systèmes informatiques qui sont difficiles ou impossibles à configurer pour tenir compte des différences de prix d'un même produit d'une province à l'autre. Cette situation engendrera d'énormes difficultés pour des derniers.
 - Le prix des produits dans une province pourrait augmenter à cause des marges qui sont ajoutées au long de la chaîne d'approvisionnement.
 - Certains détaillants pourraient perdre des clients au profit d'une province voisine, où le prix annoncé d'un produit est plus bas parce que les frais environnementaux ne sont pas inclus dans le prix de vente du produit. Cela aura pour effet de créer des iniquités de marché entre les provinces.
 - Un programme crée des règles du jeu inégales pour les détaillants au sein d'une même province.

Nous comprenons que le MDDEP puisse craindre que la visibilité des frais environnementaux sur les factures-clients (coupons de caisse) remis aux consommateurs soit perçue par certains comme étant l'ajout d'une nouvelle taxe. Cependant, plusieurs éléments sont susceptibles de nous rassurer, dont l'expérience acquise jusqu'à présent dans les autres provinces canadiennes, qui démontre l'acceptation et la participation de la population et, l'appui des consommateurs québécois en faveur de la transparence des frais environnementaux.

Évidemment, les membres du CQCD se disent prêts à jouer un rôle important au niveau de la sensibilisation et de l'information des consommateurs afin que les frais environnementaux des programmes en place ne soient pas perçus comme étant une taxe et que les consommateurs soient adéquatement informés sur le fonctionnement de ces programmes.

Nous comprenons que la question entourant l'internalisation et la transparence des frais environnementaux est actuellement débattue à l'échelle internationale. Peut-être en arriverons-nous un jour à nous entendre. Cependant, d'ici là, pourquoi ne pas adopter une démarche progressive et permettre la transparence des frais lors du lancement des programmes afin d'inciter les consommateurs à y participer?

À cet égard, le CQCD est d'avis que nous devrions mettre toutes les chances de notre côté pour encourager l'efficacité des programmes et l'atteinte des objectifs gouvernementaux. Une fois les programmes bien implantés et la sensibilisation des consommateurs acquise, nous pourrions alors réévaluer la situation.

Rapport annuel – vérification environnementale (acétate 28)

Le MDDEP suggère que les données contenues au rapport annuel fassent l'objet d'une vérification environnementale. Le CQCD estime qu'il ne s'agit pas d'une bonne idée, du moins pour l'instant, car la vérification environnementale au Québec n'est pas encore bien encadrée, cette profession étant relativement récente. Toutefois, il nous apparaît important que le règlement cadre prévoie une vérification comptable externe des livres de l'organisme agréé ou des entreprises ayant adopté leur propre programme afin d'éviter toute partialité. D'après les informations provenant de certains participants à la préconsultation, il semble que les vérificateurs comptables, en plus d'être suffisamment bien encadrés, tiennent actuellement compte des aspects environnementaux.

Incitatif à la performance - redevance (acétates 30 et 31)

Le document de travail prévoit le versement d'une redevance lorsqu'un producteur n'atteint pas les objectifs définis en annexe ou autrement approuvés par le gouvernement. Cette redevance équivaut en fait à une pénalité.

Le CQCD s'oppose fermement à cette disposition. D'une part, aucune autre province canadienne ne possède de réglementation ou de programme prévoyant ce genre de pénalités. D'autre part, l'adoption d'une telle mesure équivaudrait à une double tarification chargée aux producteurs, lesquels doivent déjà financer les programmes à être mis en place. Qui plus est, la performance des programmes et l'atteinte des objectifs de récupération qui y sont fixés ne dépendent pas uniquement des producteurs, mais également de la participation des consommateurs sur laquelle ils n'ont aucun contrôle. Il s'agit en fait d'une responsabilité partagée entre les producteurs et les consommateurs.

Notons par ailleurs qu'un incitatif à la performance devrait davantage, quant à nous, récompenser le dépassement des objectifs fixés.

COMMENTAIRES SPÉCIFIQUES CONCERNANT LES ANNEXES

Étant donné le peu de temps qui nous est alloué pour produire nos commentaires sur les 4 annexes suivantes, à savoir les lampes au mercure, les piles portables, les produits électroniques et les peintures et les huiles et ayant préféré nous concentrer dans un premier temps sur la partie tronc commun du projet de règlement cadre, les commentaires qui suivent seront très succincts.

Cependant, tel que convenu avec votre ministère lors de notre rencontre du 9 octobre dernier, nous poursuivrons notre analyse des annexes et vous transmettrons éventuellement d'autres commentaires.

Limitation du nombre d'annexes

C'est avec étonnement que le CQCD a pris connaissance de l'intention du MDDEP d'adopter une annexe sur les lampes au mercure et une annexe sur les piles. Jusqu'à présent, le MDDEP ne parlait que de l'adoption d'un règlement cadre sur la REP et de l'adoption d'une

annexe sur les TIC ainsi que du transfert des règlements sur les huiles et sur les peintures en annexe au règlement cadre.

Tel que mentionné précédemment, nous nous interrogeons sérieusement sur la pertinence de ces deux annexes. À notre avis, ces deux produits devraient être davantage regroupés sous des catégories de produits, soit une catégorie portant sur les résidus domestiques dangereux ou encore les produits électroniques pour ce qui est des piles.

Étant donné leur degré de dangerosité, nous comprenons que le MDDEP veuille aller rapidement de l'avant avec ces produits. À cet effet, rien n'empêche le MDDEP de regrouper quand même ces produits au sein d'une plus grande catégorie de produits et de prévoir des phases d'application. Ainsi, ces produits nécessiteront la mise en place d'un programme plus rapidement, comme c'est le cas pour les produits électroniques où le MDDEP propose deux phases d'implantation.

Délais de mise en œuvre des programmes

Dans l'ensemble des 4 annexes, le MDDEP propose d'accorder aux producteurs un délai de 12 mois à compter de leur entrée en vigueur pour l'implantation de leur programme de récupération et de valorisation.

Avec l'expérience acquise jusqu'à maintenant, autant au Québec que dans les autres provinces canadiennes, les détaillants estiment qu'il est plus approprié de prévoir un délai pouvant varier entre 12 et 18 mois. Ce délai nous semble nettement plus réaliste, car il permet de tenir compte des catégories de produits plus vastes et complexes ainsi que de la difficulté et des efforts importants que les organismes doivent consacrer au départ à identifier, informer et rassembler les entreprises visées, incluant les entreprises dont les décideurs sont à l'extérieur de la province de Québec.

Nous désirons profiter de l'occasion pour sensibiliser immédiatement le MDDEP sur la possibilité d'éviter, dans la mesure du possible, de faire coïncider les échéanciers prévus pour l'implantation d'un programme avec des périodes de fort achalandage dans les commerces, telles que la période du retour en classe (septembre-octobre) et la période des Fêtes (novembre – janvier).

Nous souhaitons également vous sensibiliser quant à l'importance pour les producteurs d'éviter à tout prix que leurs obligations financières soient applicables rétroactivement au moment de l'adoption de la réglementation ou de l'entrée en vigueur de l'annexe et non au moment de l'implantation du programme, comme ce fut le cas dans le programme des contenants, emballages et imprimés.

Objectifs de récupération

Le MDDEP suggère des objectifs précis de récupération dans chacune des annexes. Le CQCD considère qu'il est trop tôt pour fixer de tels objectifs dès le départ.

De tels objectifs ne peuvent pas être fixés arbitrairement, ce qui semble pourtant être présentement le cas. Au contraire, la détermination des objectifs doit s'appuyer sur un

minimum de données réelles, lesquelles n'existent actuellement pas et qu'il faudra obtenir. Ce type d'exercice nécessite un certain délai. Ainsi, tout programme devrait être opérationnel au moins une année avant de pouvoir y fixer les objectifs à atteindre.

De prime abord, les objectifs proposés dans le document de travail nous semblent très élevés. De plus, il n'y a aucune explication à savoir d'où ils proviennent. Notons également que dans le cas des produits électroniques, les objectifs fixés s'appuient, entre autre, sur la base des ventes de la 3^e année précédant l'adoption du règlement, soit des données souvent inaccessibles dans les systèmes appartenant aux détaillants.

En terminant, nous estimons que le temps alloué par le MDDEP à produire des commentaires a été beaucoup trop court et que le MDDEP aurait dû permettre l'accès au document de présentation dès le départ plutôt que de le conserver secret. Nous aurions alors pu analyser davantage le document de travail et vous transmettre des commentaires plus étoffés. Cependant, tel que convenu, nous poursuivrons notre analyse et vous transmettrons éventuellement d'autres commentaires.

Vous comprendrez qu'il ne s'agit ici que de commentaires préliminaires, en réaction au document de travail que vous nous avez présenté. Néanmoins, ils vous donneront un aperçu des aspects sur lesquels des précisions sont jugées nécessaires, ceux qui devront faire l'objet de plus amples discussions ou encore ceux sur lesquels nous sommes en désaccord.

À la lumière de ces commentaires, nous espérons que vous conviendrez, tout comme nous, de la nécessité d'échanger davantage sur le sujet avant d'en arriver à une version juridique du projet de règlement et de ses annexes.

Nous vous remercions à l'avance de l'attention que vous porterez à nos commentaires et demeurons à votre entière disposition pour plus d'information.

Françoise Pâquet
Directrice des relations gouvernementales

c.c. M. Bob Oyen, sous-ministre adjoint à la Direction des politiques, MDDEP
M. Louis Germain, directeur des politiques en milieu terrestre, MDDEP
M. Mario Bérubé, chef du service des matières résiduelles, MDDEP